



Les Femmes Prévoyantes Socialistes,
chemin faisant
(2012)

fps

Françoise Claude
Secrétariat général des FPS
02/515.04.01
francoise.claude@mutsoc.be

Ce texte est paru pour la première fois dans
Femmes Plurielles n° 38
Spécial 90 ans

*Marcheur, il n'y a pas de chemin
C'est en marchant qu'on trace le chemin*
Antonio Machado, 1912

Les FPS : un mouvement mutuelliste, féministe, de gauche, laïque. Un mouvement d'éducation permanente. Un mouvement politique. Un mouvement de femmes. Un mouvement jeune. Un mouvement de 90 ans !

Un mouvement, ça bouge. Et de fait, malgré cet âge vénérable, aucun rhumatisme ne bloque nos articulations : des groupes locaux, des centres de planning familial, des écoles de promotion sociale, des colloques, des structures d'accueil des enfants, du théâtre action, de l'éducation à la santé, des manifs, des campagnes d'information, des interpellations politiques, des articles scientifiques, polémiques, humoristiques, percutants... tout cela dans la cohérence de l'égalité, de la laïcité, du progrès social, de la citoyenneté, de la santé accessible à tous.

Un mouvement, ça avance. Difficile de se reporter à la fondation de « La femme prévoyante », de se glisser dans le costume de l'époque, tant les choses ont changé en 90 ans. Les femmes venaient de voter pour la première fois, et uniquement aux élections communales. Presque toutes les femmes : pas les prostituées ni les femmes condamnées pour adultère, pensez donc ! Il fallait (aux femmes) une moralité irréprochable pour exprimer une opinion politique. Eh oui, la logique masculine est parfois étonnante ...

La grande boucherie de la guerre n'était terminée que depuis moins de quatre ans. Les jeunes hommes étaient morts par dizaines de milliers. Aussi nombreux étaient les « gueules cassées » estropiés, aveugles, malades, certains devenus fous d'horreur. Leurs épouses, veuves ou retrouvant un mari changé, parfois dépendant, en subissaient largement le contrecoup. Beaucoup étaient devenues « femmes monoparentales », même si l'expression n'existait pas encore.

L'ensemble du mouvement ouvrier se battait pour améliorer les rapports de force entre les classes, entre autres grâce à la Sécurité Sociale. Les problèmes de santé dans les familles ouvrières étaient légion : mortalité infantile et maternelle, tuberculose, malnutrition, épuisement... Pour lutter contre ces problèmes, la première caisse locale d'entraide de « La Femme Prévoyante » voit le jour en 1913¹. Rappelons qu'à cette époque, les « droits dérivés » n'existaient pas et que les femmes au foyer étaient appelées, comme tout le monde, à contribuer aux caisses de santé pour avoir droit aux avantages.

¹ Voir entre autres Verbiest J., *Un regard sur les Femmes Prévoyantes Socialistes*, FPS, 1989 et surtout Julémont G., *Femmes Prévoyantes Socialistes. Des combats d'hier aux enjeux de demain*, FPS 2008, ouvrage basé sur les collections de *La Femme Prévoyante*, puis de *Femmes Plurielles*, et dans lequel nous avons trouvé dates et citations.

C'est donc très normalement que l'association est rattachée dès ses débuts au monde mutuelliste et que la santé sera toujours un de ses principaux axes de travail. Centres de consultation conjugale (aujourd'hui centres de planning familial), vacances enfantines, promotion de la santé, consultations de nourrissons, soins et repos d'accouchement, assurance maternité...

Bouger, avancer, progresser n'empêche pas la fidélité. On peut même parler d'une constance remarquable dans les choix et les revendications : toujours le revenu des femmes, toujours l'égalité² et la justice sociale, y compris au sein de la famille et dans la Sécurité sociale, toujours la liberté sexuelle, toujours la citoyenneté et la participation active des femmes dans la société, toujours leur droit à l'emploi et au revenu, toujours « à travail égal salaire égal », toujours la laïcité, toujours le partage des tâches ménagères (dès 1936), toujours l'éducation populaire, toujours l'accueil des enfants, toujours la promotion sociale et la formation professionnelle des femmes, toujours la solidarité internationale. Et bien sûr, toujours la contraception et l'avortement : c'est très tôt qu'elles proclament la liberté pour les parents *de n'avoir des bébés qu'au moment où ils le désirent tout en pouvant entretenir des rapports conjugaux* (1931) et défendent même des propositions de loi déposées en Autriche et en Tchécoslovaquie autorisant l'avortement dans certaines circonstances (1933).

Parmi tous ces fils d'Ariane féministes, qui se déroulent au fil du temps, une petite mention spéciale pour la question du travail ménager et maternel, à propos duquel les positions historiques des FPS ont été souvent déformées. C'est le lieu de rappeler ici que ce que nos anciennes revendiquaient, c'était une reconnaissance de la dignité de ces travaux, et un complément de revenu pour les femmes qui les accomplissaient. Loin d'être une allocation de femme au foyer ou un salaire maternel, ce revenu supplémentaire était destiné aux femmes travailleuses, et se concevait comme un plus à côté de leur revenu professionnel – à l'époque, plus encore qu'aujourd'hui, très inférieur à celui des hommes. Dans leur esprit et dans celui des Femmes Socialistes, il ne s'agissait donc pas de « renvoyer les femmes à la maison ». Elle s'élèveront d'ailleurs avec force contre toutes les propositions de loi et tentatives diverses d'instaurer un statut de femme (et de mère) au foyer.

Cette position atypique des femmes du monde socialiste vient à point pour rappeler que l'analyse de genre n'a de sens que si elle est croisée avec l'analyse de classe. C'est peut-être une de nos spécificités d'être en permanence attentives à cet aspect. Car voir son travail ménager reconnu et rémunéré signifiait évidemment bien autre chose pour une ouvrière ou une petite employée qui trimait du matin au soir à l'extérieur et à l'intérieur de la maison, que pour une femme de milieu aisé qui, d'une part, pouvait se permettre de ne pas gagner sa vie ni celle de sa famille, mais de plus était souvent aidée dans les travaux ménagers par des femmes moins favorisées.

² C'est dès 1953 qu'elles revendiquent l'inscription de l'égalité des sexes dans la Constitution, enfin aboutie en 2002 !

C'est dans cette spécificité qu'au fil du temps plusieurs centaines de milliers de femmes de milieu populaire se sont reconnues, des femmes qui voulaient l'égalité à tous les niveaux, qui voulaient travailler, qui voulaient le droit au divorce, à la contraception, à l'avortement.

Et qui le veulent toujours ! Pourtant, notre féminisme suscite encore parfois quelques doutes. C'est qu'atypiques nous avons été, et atypiques nous sommes toujours... Ainsi lors de l'introduction du divorce pour désunion irrémédiable en 2007, nous avons été les seules à soutenir le principe de cette loi, tout en exprimant certaines réserves. Nous l'avons soutenue non pas parce qu'elle était portée par une Ministre socialiste, comme cela nous a été reproché, mais tout d'abord parce que les sources d'inégalité entre les hommes et les femmes ne résident pas dans le divorce (oserait-on dire qu'elles sont plutôt dans le mariage ?), ensuite parce que la notion de faute, hors du droit pénal, n'a aucune pertinence, et, bien sûr, parce que pour nous *le mariage n'est pas un moyen d'existence* (1946), et *la femme mariée doit [...] garder l'habitude du travail* (1945).

Il y a d'autres questions brûlantes sur lesquelles nous affirmons des opinions dissonantes, soit avec la famille socialiste, soit avec les milieux féministes. Quand cela arrive, c'est la plupart du temps parce que nous nous efforçons d'allier féminisme, anti-racisme et laïcité, dans le respect des femmes (et des hommes) de milieu populaire et dans la plus grande indépendance d'esprit possible. Quelques autres exemples récents : nous avons exprimé notre opposition totale à l'institutionnalisation de la prostitution et à sa banalisation par les pouvoirs publics. Nous ne défendons pas l'allongement du congé de maternité. Nous ne considérons pas le crédit-temps comme une solution dans le conflit entre vie familiale et vie professionnelle, et ce sera notre position tant que les hommes n'y auront pas recours autant que les femmes. Nous nous réjouissons sans hésiter de la disparition progressive et sans douleur de la pension de survie, tout en regrettant qu'on n'aille pas plus loin dans l'individualisation des droits. Et bien sûr, nous faisons tout cela en collaboration avec les hommes qui partagent nos choix, sans exclusive. Toutes prises de position qui ne font pas consensus, pour le dire poliment.

Bref, nos options, au croisement de l'égalité de tous les êtres humains, du progrès social et de la laïcité, composent cette position unique des FPS dans le paysage associatif belge francophone. Et la suite le dira aussi : un mouvement, c'est comme un vélo, impossible de faire du sur-place. Et si on ne regarde pas loin devant, on tombe !